

Macrostructures du Pouvoir, nature humaine et vendanges de sang

"L'exercice de la dictature démocratique populaire implique deux méthodes. À l'égard des ennemis, nous employons celle de la dictature; autrement dit, aussi longtemps qu'il sera nécessaire, nous ne leur permettrons pas de participer à l'activité politique, nous les obligerons à se soumettre aux lois du gouvernement populaire, nous les forcerons à travailler de leurs mains pour qu'ils se transforment en hommes nouveaux. Par contre, à l'égard du reste du peuple, ce n'est pas la méthode de la contrainte, mais la méthode démocratique qui intervient; autrement dit, le peuple doit pouvoir participer à l'activité politique; il faut employer à son égard les méthodes démocratiques d'éducation et de persuasion, au lieu de l'obliger à faire ceci ou cela."

(Mao Tsé T'oung)

"Le pouvoir n'est pas un moyen, il est une fin. On n'établit pas une dictature pour sauvegarder une révolution. On fait une révolution pour établir une dictature. La persécution a pour objet la persécution. La torture a pour objet la torture. Le pouvoir a pour objet le pouvoir."

(George Orwell, 1984)

Dans la présente intervention, nous prétendons mettre en place, de manière axiomatique, par le biais d'affirmations exemplifiées, ce qui nous semblent être les causes logiques (idéologiques, culturelles, fonctionnelles à l'intérieur de la structure étatique) qui provoquent, en général, les massacres de populations par leurs propres États, car ceux-ci, croyons-nous, contiennent en eux le germe indispensable de cette possibilité, qui est en fait une nécessité, comme nous pensons le démontrer.

Nous partirons, pour ce faire, de *l'a priori*, évident d'ailleurs, qu'aussi bien l'histoire a permis la construction de systèmes basés sur la permanence au pouvoir (c'est-à-dire sur la question de la manière de gouverner pour le Prince, dont l'exemple paradigmatique est l'ouvrage fondamental de Machiavel, mais non sur le problème de servir le peuple en temps que dirigeant - principe démocratique nié par l'histoire de la mise en place des États modernes, sur le modèle de l'Ancien Régime, comme les plus beaux exemples en sont l'identité du modèle, jusque dans leur structure administrative, de la Russie tsariste par rapport à la soviétique, et de la Chine communiste par rapport à l'impériale -), tout comme, pendant ce temps, pour justifier cette permanence, qui, dans les contrées les plus démocratiques comme la France ou les États-Unis nous réduit à voyager entre deux partis, dont les membres sortent en général des cuisses de leurs pères (cas du tristement célèbre Laurent Wauquiez ou de Manuel Valls, mais aussi d'un Mitterrand par exemple dans l'ancienne garde, ou des Servan-Schreiber), l'État nous propose une inversion logique, selon laquelle, malgré le fait que la Révolution s'est faite pour changer ce principe, ce n'est toujours pas le gouvernement qui doit nous servir et nous obéir, mais nous qui devons le faire, en temps de guerre par l'offrande de notre corps, en temps de paix par celle de notre sueur, comme le montrent bien les chocs entre l'Union Européenne et les indignés. C'est de là qu'aussi bien Kennedy peut lancer sa fameuse phrase, sur laquelle nous reviendrons, et Daniel Ortega, comme tout les dictateurs populistes (tels son modèle dans les années 2000 Hugo Chávez), prêcher l'identité entre l'État et le peuple¹.

A. PRÉMISSSES

Nous aimerions commencer notre exposition par la question sur laquelle attira notre attention M. Jean-Marie Grassin dans l'un de ses courriels lors de la préparation du présent Congrès.

Se référant à l'article de Wikipédia², qui cite l'historien Timothy Tackett lorsqu'il expose: "*The Vendée was a tragic civil war with endless horrors committed by both sides—initiated, in fact, by the rebels themselves. The Vendéans were no more blameless than were the republicans. The use of the word genocide is wholly inaccurate and inappropriate*", nous nous permettons de citer le condensé ironique qu'en fait M. Grassin et qui nous semble le plus exact: "*"au fond, ils l'ont bien cherché; c'est eux qui ont commencé"./ Ce n'est donc pas un génocide, cqfd./ Citant Tackett, Wikipedia se fonde sur un parallélisme (contestable) entre les "horreurs sans fin commises de part et d'autre" pour refuser de considérer l'extermination vendéenne dans la problématique mondiale des génocides ou des massacres de populations ciblées. Quelle est la mesure de ce parallélisme?"*

Or cette question est, en effet, présentée ici par le biais du cas vendéen, névralgique de tout état de lieux de la question du génocide.

En effet, qu'est-ce que le génocide?

A.1. Une question linguistique

Nous nous permettrons de renvoyer, de nouveau, à Wikipédia:

*"Un génocide est l'extermination physique, intentionnelle, systématique et programmée d'un groupe ou d'une partie d'un groupe en raison de ses origines ethniques, religieuses ou sociales."*³

Toutefois, face au concept de génocide de Raphael Lemkin, R.J. Rummel pose celui de "*démocide*":

"Démocide est un terme créé par le spécialiste de la science politique R. J. Rummel pour disposer d'un concept plus large que la seule définition légale de génocide.

*Pour Rummel, le génocide a trois sens différents. Le sens commun est le meurtre par le gouvernement d'une population en raison de son appartenance nationale, ethnique, raciale, ou religieuse. Le sens légal de génocide est celui du traité international de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Il inclut aussi les actes non fatals qui finissent par entraîner la mort du groupe, comme les avortements ou stérilisations forcés, ou qui transfère de force les enfants de cette population à une autre. Le sens plus général du génocide est identique au sens commun mais inclut aussi les assassinats politiques ou meurtres intentionnels par le gouvernement. C'est pour éviter la confusion entre ces trois significations que Rummel a créé le mot démocide désignant ce dernier sens."*⁴

Que l'on ne nous reproche pas l'attention à l'origine et à l'étymologie du concept, car ce sont précisément, là aussi, celles-ci qui en définissent le champ d'action théorique.

On notera que, contrairement à ce que prétend Rummel et affirme Wikipédia, le concept de démocide semble apporter une spécification, plus qu'une ampliation, à celui de génocide.

En effet, alors que le génocide est le meurtre en masse, le démocide est l'ensemble des actions qui, directement ou indirectement, provoquent le massacre par une entité supérieure, en pouvoir ou en nombre d'une autre, minoritaire.

A.2. Une question scientifique

Ainsi, comprendre la déclaration de pureté raciale ou d'élimination des plus faibles par Hitler comme le fait d'un seul homme serait une erreur.

Non seulement le suivirent, qu'on le veuille ou non, des millions de personnes, il suffit aujourd'hui encore de comptabiliser ses fanatiques à travers le monde, mais en outre ses thèses, héritées d'esprits les plus choisis comme le sont ceux de Schopenhauer (ne serait-ce que par l'idée du suicide collectif) ou de Nietzsche, reproduisent celles de l'eugénisme⁵, terme créé par le scientifique anglais Francis Galton en 1883, mouvement de purification génétique de dégénérescences de la race humaine, promu par les gouvernements (l'Indiana en 1907, la Californie, le Connecticut, l'État de Washington en 1909, 15 États des USA en 1917, 33 en 1955, des stérilisations étant encore pratiquée en Virginie en 1972, la Suisse en 1928, le Danemark en 1929, la Norvège et l'Allemagne en 1934, la Finlande et la Suède en 1935, l'Estonie en 1937), ainsi que par les organismes bénéfiques comme ceux de Rockefeller⁶, Kellogg ou Carnegie⁷, la loi eugénique de l'Allemagne nazie en 1933 ayant été applaudie par les cercles scientifiques, qui l'attendaient depuis longtemps. Le fils de Darwin comme Galton, qui en était le cousin, furent présidents des associations eugéniques. Aujourd'hui encore, le laboratoire eugénique de Cold Spring Harbour est le plus reconnu en études génétiques. Galton fut nommé chevalier en 1909.

En 1877, Richard L. Dugdale étudia dans *The Jukes: A Study in Crime, Pauperism, Disease and Heredity* l'hérédité d'une famille newyorkaise dont les ressortissant, quelques 709, provenaient d'une même mère "*Margaret, the Mother of Criminals*", famille qu'auparavant le médecin Elisha Harris, ancien Président de l'American Public

Health Association, avait définie comme "*a race of criminals, paupers and barlots*"⁸.

A.3. Une question raciale

C'est ainsi ironiquement qu'alors que l'Allemagne nazie a stérilisé 400.000 personnes dans le cadre de lois eugéniques, la province canadienne d'Alberta en a stérilisé 3000 entre 1928 et 1972, les États-Unis, premier pays à mettre en place des lois eugénistes, en a stérilisé 64.000 entre 1900 et 1970⁹, l'Angleterre stérilisa également, pour homosexuel, le mathématicien Alan Turing qui lui avait permis de gagner la guerre, en décodant le système de la machine Enigma nazie¹⁰.

Les guerres ethniques sont nombreuses au XXème siècle, les plus célèbres étant celle entre Hutus et Tutsis au Rwanda (1994), la Serbo-Croate (1991-2001) après la Chute du Mur de Berlin, l'Apartheid sudafricain (1948-1991) et nubimien (Sud-Ouest Africain, 1959-1979)¹¹, contrepartie de la ségrégation états-unienne, régie par les lois Jim Crow (1876-1964)¹², à son tour augmentée, au moment des luttes pour les droits civiques (1945-1970)¹³, des lois anti-communistes du maccarthysme (1950-1954)¹⁴.

A.4. Une question religieuse

La question ségrégationniste sans doute trouve son origine dans l'idée judaïque du "*peuple élu*", soutenue jusque dans le sionisme israélien actuel, et ses luttes armées contre le peuple palestinien, idée qui s'oppose au libéralisme religieux des Grecs ou des Romains (Ponce Pilate se lavant les mains, la Rome impériale accueillant des effigies d'Isis), mais qui détermina le même sectarisme théologique chez les Chrétiens (massacre de la Saint-Barthélémy, conflit nord-irlandais), ou les Musulmans (*fatwas*, *Djihad*).

Ce qui, pour l'histoire de l'humanité, représenta l'Inquisition européenne, et le débat sur l'humanité des Noirs et des Amérindiens (Las Casas)¹⁵.

A.5. Une question politique

De ce ségrégationnisme racial et religieux se dérive, comme souvent, du théologique vers le politique, le second, au moins depuis la Révolution, reprenant de la Foi de laquelle il s'est séparé les thèmes et les motifs (comme le fait l'actuel gouvernement ortégviste du Nicaragua), le messianisme du pouvoir, de Staline à Hugo Chávez (Vénézuéla), en passant par Fidel Castro (Cuba), Ortega (Nicaragua), Amin Dada (Uganda) ou Jean-Bedel Bokassa (Congo), qui passe par deux valeurs fondamentales:

1. L'idée de l'irremplaçabilité du dictateur (il est le seul à pouvoir diriger le pays, sans lui arrivera l'intégrisme, comme le postulait avant sa mort le libyen Mouammar Kadhafi);
2. L'idée, parallèle, qui vient délimiter l'antérieure, du déviationisme, dangereux doublement: par la voie idéologique, puisqu'il pervertit, et par le biais politique, car, comme on le voit dans les nouvelles de la chaîne d'État VTV du Vénézuéla ou dans le parcours de Castro, l'État totalitaire vit toujours sur l'idée de l'imminence de l'état de siège (attaque terroriste contre le gouvernement). Il est ainsi intéressant de voir comment les pays du Premier Monde (les États-Unis de Bush) utilisent l'exact même modèle. De fait, les révolutionnaires français, qui périrent tous par le même fer qu'ils usèrent les uns contre les autres, n'échappèrent pas au principe, de mise à mort systématique de tout un chacun, pour potentiellement dangereux pour l'État.

Cette modélisation grotesque passe, en outre, par une inversion, que l'on voit du mot fameux du Discours inaugural de 1960 de J.F. Kennedy (*"Vous qui, comme moi, êtes Américains, ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays"*¹⁶) jusqu'au slogan ortégviste (*"El*

pueblo, presidente!"), identitaire entre l'État (le gouvernement) et la Nation (le peuple), l'identification du premier avec la seconde provoquant, par contrecoup, la rupture nécessaire à l'affirmation que le peuple peut être ennemi de soi-même, et le dictateur protecteur de ce qu'il n'est pas, mais de ce avec quoi il s'identifie arbitrairement, et fausement.

Dit plus clairement, si l'État est le peuple, toutes ses décisions sont validées d'avance, par cette identité, et les membres de la Nation qui s'y opposent, sont rejetés dans le camp de l'anti-patriotique, du communisme (MacCarthy, Nixon), du vendeur de Patrie ou de l'apatride (Chávez, Maduro), du déviationniste (Lénine, Staline). C'est ainsi qu'aussi bien Dostoïevsky dans la Russie tsariste comme Soljenitsyne dans l'URSS purent être identiquement envoyés au goulag (dont le premier rendra compte à la fin de *Crime et Châtiment*).

On retrouve alors bien la question initiale, soulevée par le cas vendéen, dans son interprétation théorique.

Celui qui en a le mieux compris les conséquences et amener à son stade ultime la reconstruction de la mentalité individuelle pour qu'elle corresponde aux besoins du dictateur fut sans doute Mao avec la Révolution Culturelle, dans laquelle l'intellectuel était humilié, injurié, sur lequel on crachait, et que l'on battait jusqu'à ce que la bête apprenne bien à faire le dos rond.

A.6. Une question journalistique

La dichotomie entre une force bénéfique absolue (Dieu, l'État) et ses déviations négatives (le Diable, l'opposant) crée une division de fait entre la Vérité (littéralement la *Pravda*) et les mensonges d'une presse qui parfois (car, soyons clairs, souvent elle

est complaisante, en France ou à Cuba, aux États-Unis ou au Nicaragua) s'oppose. C'est ainsi que l'Argentine de Cristina Kirchner, l'Écuateur de Rafael Correa, le Nicaragua de Daniel Ortega, sur les modèles du Cuba de Fidel Castro et du Vénézuéla de Chávez, condamnent facilement les journaux pour violence supposée, mensonges ou atteinte à la dignité du mandataire. De la même manière qu'au Vénézuéla, la chaîne d'État a l'habitude de valoriser les performances de l'opposition, comme si celle-ci avait pour but ultime de plaire au parti de gouvernement, et de ridiculiser les autres média.

Cette politique d'État s'accompagne généralement, au Vénézuéla, de la fermeture de journaux, radios et télévisions indépendants, au Nicaragua d'achat de l'ensemble de l'espace radial et audiovisuel par le couple présidentiel.

A.7. Une question d'utilité

Évidemment, cette dichotomie n'est possible qu'une fois créée la hiérarchie antérieurement évoquée: l'État comme indispensable parangon de la Nation, la collectivité comme supérieure à l'individu.

Pour cela sans doute, les intellectuels, toujours prêts à renforcer l'idéologie dominante, ont-ils dédié beaucoup de leur pensée à rappeler les méchancetés de l'âme individuelle, en reprenant l'idéologie religieuse des beautés de l'abandon à l'État (Kennedy) ou au parti (Staline, affiches du "*bon sandiniste*" du régime ortéguaiste en 2014), d'origine religieuse (l'ascète, le moine, le curé sans salaire propre). Nous le disent Bouddha et le Christ, il faut abandonner tout désir.

Ce total dévouement correspond, en temps de guerre, à l'utilisation absurde, à l'époque contemporaine, de la campagne de

Russie jusqu'au débarquement en Normandie, en passant par les tranchées de la Première Guerre Mondiale, des hommes comme chair à canon.

En temps de paix, ce sont les soumissions permanentes du droit individuel à la raison d'État, de Julian Assange et Edward Snowden jusqu'aux individus face à la justice d'État¹⁷. C'est l'imprimerie brûlée pour éviter la publication du livre de Jean-Edern Hallier sur la fille cachée de Mitterrand, laquelle, dix ans plus tard devint, pour le même fait qui par raison d'État provoqua des frais à tous les Français, devint une personnalité du petit écran, sans autre talent que d'avoir été la fille cachée d'un gouvernant.

Ce sont les indigènes Mayagna de Bosawas au Nicaragua, délogés et assassinés par les "*colons*" envoyés par le gouvernement qui, internationalement se vantant de cette réserve naturelle ("*poumon de l'Amérique Centrale*"), envoie l'armée couper le bois précieux pour le vendre, ou ceux de l'Amazone, ou bien le syndicaliste Chico Mendes, assassinés, pour la même raison.

Ce sont les millions récupérés par les organisateurs des Jeux Olympiques, ou du Mondial de Football, mais qui laissent les pays dans un état d'insalubrité naturelle (les écologistes russes l'ayant dénoncé sous Poutine furent emprisonnés), et de mégastructures inutiles, dans des pays d'extrême pauvreté (cas du Brésil).

Superflu l'individu par rapport au groupe, comme si le groupe n'était pas fait d'individus, peuvent alors, selon cette logique assumée, se créer avec la plus grande facilité, et l'approbation publique, des zones de non droit.

C'est le mur de séparation entre le Mexique et les États-Unis, pays pourtant créé en son état actuel par les immigrants. Ce sont, on l'a dit, les noirs aux États-Unis ou en Afrique du Sud. Ce sont les citoyens victimes de la dictature, à Cuba ou au Nicaragua. Ce sont

les individus soumis à la volonté mégalomane d'un chef, de la France de Mitterrand au Congo de Bokassa.

Ce sont les États-Unis décrits par Michael Moore dans son documentaire *Capitalism: A Love Story* (2009), d'une dette publique surgie de la seule volonté de la banque Goldman Sachs, maître du Sénat des États-Unis pour avoir payé les campagnes de ses membres, contre la volonté populaire représentée par des millions de lettres de citoyens. Ou du fracking, qui, promu comme l'eugénisme auparavant, par les mêmes entreprises pétrolières, causes du réchauffement global, provoque, de la Suisse au Texas, dans des pays qui n'avaient jamais été sismiques, des tremblements de terre, parce que le pouvoir de l'argent est plus fort que celui des habitants. Le monde n'étant plus, au fond, qu'un grand échiquier où agissent, sans notre consentement, des forces obscures et supérieures (l'État, la banque ou la finance, dont Finkelkraut dit qu'elle n'existe pas).

À l'inverse, mais similairement, c'est aussi, dans le régime même du dictateur, l'élimination des anciens comparses, pour asseoir le pouvoir.

Comme l'expliquait au moment de la fraude électorale de 2011 le directeur exécutif Roberto Courtney du Groupe Civique Ética y Transparencia au Nicaragua, dans le programme télévisé *IV Poder* de la chaîne 100% Noticias de Miguel Mora (également présentateur du programme), le problème de la permanence au pouvoir est que celui qui y prétend doit créer toutes les conditions pour imposer cette immutabilité sienne, et, dans ce processus, il doit obligatoirement acheter et pervertir les différents organes du système, le rendant instable et le remplissant d'insécurité. Même s'il respecte les règles apparentes du jeu démocratique (voir les

nombreuses élections à Cuba ou au Vénézuéla), cela ne prouve au fond rien. C'est, précisait-il, comme lors des élections consécutives à une guerre, que le processus se passe sans problème (ceux qui sont allés voter l'ont fait sans difficulté ou restriction) n'indique pas la validité de l'élection, car la plupart de la population (par peur, par l'insécurité civile) n'ose dans ces circonstances en général pas voter.

Comme l'histoire "*history*" n'est jamais que narration "*story*"¹⁸, les soupçons pèsent sur le rôle du gouvernement ortéguiste dans les morts répétées de membres de leurs propres files, depuis Herty Lewites (2006) et Alexis Argüello (2009) jusqu'au massacre du 19 juillet 2014.

Richard III fit assassiner ses propres neveux (1483). Hitler a eu sa Nuit des Longs Couteaux (1934), Mao sa Révolution Culturelle (1966-1976) contre les intellectuels et les cadres du parti pour tenter de justifier dans le sang ses propres erreurs du précédent génocide de ses idées autocratiques sur le passage de la Chine à l'ère industrielle mises en scène dans le Grand Bond En Avant (50 millions de morts), Staline les Grandes Purges, qui commencent avec l'assassinat du chef du parti communiste à Léninegrad Sergueï Kirov, en 1934, dont la popularité le rendait un dangereux adversaire pour Staline, Grandes Purges préfigurées dès 1924 et la sortie obligée de Trotsky du gouvernement, qui débouchera postérieurement sur son exil également forcé du parti (1924) puis du pays (1927), puis son assassinat (1940).

A.8. Une question de culpabilité collective

La question devient alors pourquoi et comment la dictature opère, pour que puissent exister des génocides.

La réponse, même si l'on n'aime pas l'entendre, est aussi simple et bête que la question.

L'humanité est méchante¹⁹.

Le dictateur seul n'est rien d'autre qu'un imbécile, qu'un fou de plus, dans son monde imaginaire, dans son asile.

Mais le problème, comme disait Gandhi, ce sont les millions qui le suivent²⁰, et le font ce qu'il devient: un géant néfaste.

L'eugénisme n'est pas le fait d'un intellectuel, l'holocauste n'est pas le fait de Hitler, le massacre palestinien, les grandes purges staliniennes, tout cela demande de l'organisation, de l'attention aux détails, de la systématité, que seul un ensemble de personnes peuvent favoriser.

Ce sont les Mères-Patrie du III Reich étudiées par Claudia Koonz²¹, les flagelleuses de la Révolution française, qui aimaient tremper leur mouchoir dans le sang des guillotins²².

Deux erreurs logiques, cependant basiques et à la vue, mais que personne ne semble daigner remarquer - ni nos plus savants experts dans aucun des domaines de la pensée et de la réflexion, ni les philosophes ni les anthropologues, ni les sociologues, ni les psychologues (sans doute, comme souvent, parce que ce serait reconnaître, là encore, une fois de plus, que *nos rois sont nus*) -, sont de croire que les médiocres (au sens étymologique de "*moyenne*", c'est-à-dire la plus grande partie de la population, qui ne se distingue donc ni par une particulière compétence ou incompétence intellectuelle) peut définir les normes de l'excellence (erreur qui aura, forcément, de fortes conséquences sur l'éducation, la médecine, ainsi que pour l'évolution des sciences, l'organisation politique et l'histoire des nations, voire dans la considération esthétique: comment peuvent-ils comprendre la beauté? Raison sans doute du *kitsch* et du mauvais goût généralisé, des prix littéraires dont les auteurs ne restent presque jamais dans l'histoire, ironiquement faite

d'ailleurs par les mêmes, ou des modes les plus bêtes comme le *hip hop*, le *rap* et le *reggaetón*), et qu'une société par définition injuste (où existe l'injustice sociale, mais aussi le vol, le meurtre, la guerre) peut produire, depuis son sein, un corps, soit à partir de membres extraits d'elle-même, donc, au moins statistiquement obligatoirement proportionnellement aussi déficients qu'elle, qui seraient absolument purs et justes (erreur qui aura, forcément, de fortes conséquences sur l'élaboration des lois et l'organisation de la justice et leurs forces répressives [police et armée], ainsi que sur l'économie [inclus par la voie légale, du crédit aux huissiers]). Deux erreurs, donc, qui transpercent de leurs méprises l'ensemble de la société même qui les produits, dans ses principaux axes évolutifs et de bien-être individuel et collectif: l'éducation, les soins, la politique, l'économie, la justice, les forces répressives, et le jugement esthétique.

Le meilleur exemple de la culpabilité collective est sans doute celui du 6% constitutionnel, partie du PIB annuel qui doit, selon la loi nicaraguayenne, être automatiquement attribué aux Universités du CNU, mais qui, durant selon le terme du gouvernement ortéguaiste les "*16 années néo-libérales*" ne l'a jamais été, provoquant des manifestations d'UNEN (association nationale d'étudiants sandinistes) et la mort de plusieurs. Or, lorsque depuis son arrivée au pouvoir le gouvernement ortéguaiste a réduit à la moitié le 6% constitutionnel, les représentants des universités publiques sandinistes (UNAN, UNI), sièges également d'UNEN (dont le U est représenté par un livre et la dernière ligne du N final par une mitrailleuse), ont déclaré docilement comprendre la réalité financière qui provoquait cette décision, et n'y ont jamais plus fait opposition ni n'ont plus non plus jamais demandé par la voie de la

manifestation armée que soit respecté ce qu'auparavant ils revendiquaient dans leur propre sang et celui de la Nation.

B. CONCLUSIONS

B.1. 1984 (Valeurs, dictature, et axiologie de justification du génocide, l'action du gouvernement comme organisatrice et civilisatrice contre le désordre et l'anarchie)

Les dictatures actuelles opèrent en opposant l'idéologie du génocide par elles subies (Chávez en 2002, les sandinistes du temps de Somoza) pour cacher et dialectiser les génocides par elles produits (les répressions actuelles au Vénézuéla). On le voit en Ukraine où, sous la pression populaire a dû se rendre le gouvernement pro-russe, et dès lors la Russie de Poutine a reproduit, en l'inversant, le mouvement. Ou dans le Cuba de Castro, où la peur de la dissidence produit une peur panique pour un simple lieu d'échanges internet (zonzuneo), généré ou pas depuis les USA.

Trois axes semblent centraux de la dichotomie des discours que l'on peut dire sans plus sectaristes d'imposition sur les masses pour la justification d'une violence d'État ou de groupe, à travers de trois exemples paradigmatiques, historiquement et politiquement liés, considérés, comme eux-mêmes le disent, comme unifiés, et qui sont les modèles ortéguste nicaraguayen, castriste cubain et chaviste (et néo-chaviste) vénézuélien.

En premier lieu, l'idéologisation qui impose d'un côté le modèle du révolutionnaire comme symbole du David contre Goliath, du citoyen contre l'État injuste ou vendu, par les figures de Martí à Cuba, Sandino au Nicaragua, Bolívar au Vénézuéla, et de l'autre l'assimilation paradoxale de toute manifestation contre le gouvernement (ortéguste, chaviste, castriste) comme l'expression d'une trahison idéologique, d'un "apatridisme", d'une action de

"*déstabilisation*" contre le "*peuple*", qui est dit être identique au gouvernement (voir le slogan ortégviste: "*El pueblo, presidente*")²³.

En second lieu, l'apologie à grands cris d'un modèle revendiqué comme marxiste, basé sur l'égalité absolue entre tous (dont la conséquence pratique, par exemple dans l'enseignement, est un processus de nivellement par le bas), et dont la preuve du moins présentée par la propagande de gouvernement est, à son tour, de trois types: la manifestation permanente du "*peuple*" dans les rues, pour un oui ou pour un non, l'organisation en forme de coopératives d'État, et la conformation de ce qui, les termes sont à peu près identiques dans les trois cas, s'appelle au Nicaragua les CPC (Conseils du Pouvoir Citoyen), apologie cependant contredite par, d'une part, la sacralisation de l'image du chef suprême (voir la déclaration de Maduro sur l'apparition de Chávez post-mortem sous la forme d'un oiseau, la terminologie, également post-mortem, de Chávez comme Commandant Suprême de la Révolution), impossible de substituer (comme dans le cas des époux Ortega au Nicaragua), et, d'autre part, consécutivement donc, par la particulièrement pyramidale organisation du pouvoir, tellement centralisé que rien ne peut se faire sans l'approbation du chef (ou du couple présidentiel), les CPC n'étant qu'un organe soumis à un pouvoir central autoritaire (en cela qu'il ne délègue jamais rien).

En troisième lieu, comme conclusion logique de ce qui précède, l'élaboration d'un gouvernement autoritaire, qui n'existe que par le chantage, la peur, la violence. Ainsi, par exemple, pour toute marche contre le gouvernement, sera organisée une contre-marche en appui au gouvernement. De même, au Vénézuéla, les opposants seront arrêtés et emprisonnés, certes pas comme opposants, mais pour des crimes fiscaux, ou financiers, voire pour des crimes supposés d'association de malfaiteurs (comme les

dirigeants d'opposition lors des actuelles manifestations), ou de trahison à la Patrie (comme dans le cas de la députée María Corina Machado). Lorsque, contre la concentration du pouvoir et l'absence d'indépendance des pouvoirs, se font des manifestations, les employés publics (par exemple de la Mairie de Managua contre les étudiants qui manifestaient, en faisant un *sitting*, devant le siège du Conseil Suprême Électoral) sont envoyés pour voler les biens des manifestants (cas des voitures volées lors des manifestations de la Sécurité Sociale, également à Managua), et maltraiter physiquement les opposants.

Ces trois éléments nous renvoient dans un champ méthodologique beaucoup plus vaste, pour nous demander:

1. Les modalités d'utilisation du pouvoir de l'excuse patriotique pour se maintenir au pouvoir (cas des Malvines ou du Río San Juan dans la dispute Costa Rica-Nicaragua lors de la fraude électorale massive de 2011²⁴);
2. L'utilisation par conséquent du contre-discours, originellement libérateur (Marx, Chomsky lorsqu'il vint dénoncer les agissements politiques des USA au Nicaragua lors de sa conférence de 1984 à la UCA dans *Nuestra pequeña región de por aquí*), modifié pour servir la mise en place de tensions qui servent à provoquer des chocs qui imposent l'état de siège (cas de la politique nicaraguayenne en 1984 face aux USA et en 2011 face au Costa Rica);
3. Les limites de la démocratie et de la dictature (quand termine l'une, quand commence l'autre), et par conséquent de la validité de terminer la manifestation civique pour prendre les armes;
4. Dans des dictatures comme les actuelles trois ici citées, qui cependant, si elles ont été plusieurs fois dénoncées pour des

crimes contre les Droits de l'Homme, n'ont pas été condamnées pour des crimes de lèse-humanité, quelles sont les similitudes avec ce que Barthes appelait, s'agissant de nos gouvernements dits démocratiques, nos "*dictatures molles*", où s'opèrent, comme des mouvements tectoniques sous-jacents mais permanents, les mêmes phénomènes: d'utilisation de la force armée contre les manifestants (Europe, Wall Street); d'imposition par une minorité s'enrichissant au pouvoir de la misère généralisée pour l'ensemble des grandes masses (depuis la crise économique nationale avec le départ des aides internationales le Nicaragua, pays le plus pauvre de la région, est celui qui a acquis le plus grand nombre de millionnaires, parallèlement, en France, les riches ont gagné, comme l'a écrit cette année Jean-Louis Servan-Schreiber dans son ouvrage *Pourquoi les riches ont gagné* chez Albin Michel); de systèmes électoraux fermés où ce sont les mêmes qui peuvent se présenter (en France, il faut obtenir la signature de 500 maires pour pouvoir se présenter aux élections présidentielles); où le dictateur et le riche sont rarement jugés (cas de Pinochet, Tapie, Chirac, etc.) mais où le pauvre est considéré coupable car *il est justiciable a priori* (cas de Roland Agret, ou de Hervé Eon face à Sarkozy), mais où à la fois les règlements de comptes entre politiciens affaiblissent les structures d'indépendances du système judiciaire (cas de l'acharnement de Sarkozy contre ses anciens accolytes, Chirac ou De Villepin, et acharnement parallèle contre Sarkozy ou Tapie après la victoire d'Hollande, cas similaires à ceux du Nicaragua où Ortega arriva à affaiblir l'opposition en emprisonnant le chef du parti adverse, Arnoldo Alemán,

puis en menaçant son successeur Eduardo Montealegre et en attaquant le frère de celui-ci, Álvaro, dans des affaires financières); où finalement la vérité doit, comme au temps du goulag, être cachée lorsque la Raison d'État s'impose sans qu'on sache bien pourquoi à la raison tout court (cas de l'imprimerie brûlée pour éviter la publication du livre de Jean Edern-Hallier sur la fille cachée, actuellement devenue star médiatique, de Mitterrand, ou cas de Snowden exilé en Russie).

On voit donc, à travers cette réflexion, comment les dictatures en gestation, avec leurs génocides non reconnus (à partir de combien de torturés, de morts, de prisonniers politiques, existe-t-il un état de dictature? On entend ainsi souvent des opposants accommodés au régime ortéguste déclarer que s'il y a bien un État autoritaire, il n'y a pas de *dictature réelle* au Nicaragua), nous offrent une voie d'accès à une question plus grave et importante encore: les limites de la *démocratie réelle* dans nos sociétés apparemment non dictatoriales.

B.2. La Relation État-Nation

Si l'on devait sortir une conclusion générale des méthodes qui nous rendent esclaves des gouvernements, elle serait triple, s'attachant à la méthodologie de la dictature:

1. Le principe, développé par les États-Nations naissant au XIXème siècle de l'unité dans la diversité, et colporté par la littérature (*Oliver Twist*, *Heidi*, *Sans Famille*, *Le Tour de France par deux enfants*), de soumission des régions comme simple partie d'ensembles plus grands (mais dont on ne dit pas qu'ils sont créés arbitrairement), d'où l'imposition d'une unique langue, "*véhiculaire*" et non "*vernaculaire*", d'où l'imposition politique à la Vendée royaliste; d'où, encore aujourd'hui, les cas irlandais, breton, alsacien, basque, catalan, corse,...;
2. L'affirmation que l'élection (ponctuelle, par définition, puisqu'elle n'arrive qu'une fois chaque quatre, cinq ou sept ans) impliquerait que toute décision du gouvernement élu serait, par l'élection préalable dudit gouvernement, implicitement approuvée par le peuple, même s'il n'avait jamais été auparavant consulté sur le sujet;
3. Cette idéologie du "si vous m'avez élu c'est que je peux tout faire", propre d'un Napoléon le Petit, comme dirait le grand Hugo, provient de la prédisposition mégalomane de nos gouvernants à se considérer comme de petits rois démocratiques (c'est-à-dire des tyrans absolus de temps déterminé); raison pour laquelle il nous imposent un ordre lié à une sur-conscience de leur être et de leur pouvoir, et un mépris parfait de nous qui les faisons (c'est Tiers face aux communards, c'est l'État états-uniens face aux *sitters* de Wall Street, c'est le FMI et l'Union Européenne contre les

indignés). C'est curieusement un homme de droite, et un militaire qui, comme Bolívar, peut-être par trop d'orgueil, mais les raisons, d'ordre psychologiques, importent moins ici que les conséquences, qui, après un référendum perdu (à la différence du dictateur Chávez qui le représenta jusqu'à ce qu'il soit accepté, arrêtant ensuite de le présenté, lui qui doutait du non encore à la troisième fois, comme tout bon harceleur qui se respecte, fut tout de suite sûr du premier oui), eut la dignité de partir: nous le nommons pour Français: Charles De Gaulle²⁵, et sans partager la plupart de ses autres options politiques.

C. Bibliographie sélective

1. Norbert-Bertrand Barbe, *Questions politiques - Études sur l'État: Ses fonctions, ses attributs, son évolution, son idéologie, ses représentations, son Peuple et son Pouvoir*, en préparation
2. *Higiene racial*, documentaire du 3/11/2013 de RTVE.es, <http://www.youtube.com/watch?v=IoE707d-hvU>
3. Michael Moore, *Capitalism: A Love Story*, 2009, <http://www.youtube.com/watch?v=kLH7wx7g4k8>

¹Même si le slogan ortéguiste "*¡El pueblo, presidente!*" garde une ambiguïté de forme, puisqu'il contient une virgule qui laisse le doute, en espagnol, de savoir si celle-ci correspond à une simple pause de renforcement de l'idée (comme dans la fameuse chanson: "*¡Viva León, jodido!*"), dont les slogans ortéguistes ont, par faute d'attention quitté la virgule, annonçant sans le vouloir l'idée générale de la politique actuelle: détruire l'état de droit), ou une division qui, au lieu, comme le prétend le discours explicite, de nommer président le peuple, d'appeler le peuple à se reporter devant le dictateur en permanente soumission (selon le principe du refrain de la fameuse chanson du FSLN:

"Comandante Carlos, Carlos Fonseca,

tayacán vencedor de la muerte,

novio de la patria rojinegra

Nicaragua entera te grita: ¡presente!").
²http://en.wikipedia.org/wiki/Genocides_in_history#France

³"Un génocide est l'extermination physique, intentionnelle, systématique et programmée d'un groupe ou d'une partie d'un groupe en raison de ses origines ethniques, religieuses ou sociales.

Le terme génocide est un néologisme formé en 1944 par Raphael Lemkin, professeur de droit américain d'origine juive polonaise, à partir de la racine grecque *genos*, "naissance", "genre", "espèce", et du suffixe *cide*, qui vient du terme latin *caedere*, "tuer", "massacrer". Le terme est apparu pour la première fois dans son étude *Axis Rule in Occupied Europe* en 1944 (le mot est introduit au chapitre IX intitulé "Génocide") pour tenter de définir les crimes perpétrés par les nazis à l'encontre des peuples juif, slaves et tzigane durant la Seconde Guerre mondiale, ceux commis par le gouvernement des Jeunes-Turcs de l'Empire ottoman à l'encontre des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale, et ceux dont furent victimes les Assyriens en Irak en 1932. Définissant ce mot hybride dans une étude publiée par la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale (*Axis Rule in Occupied Europe*) comme le crime contre l'humanité perpétré par les nazis contre les peuples juif et tzigane durant la Seconde Guerre mondiale, il écrit: "De nouveaux concepts nécessitent de nouveaux mots. Par génocide, nous entendons la destruction d'une nation ou d'un groupe ethnique."" (<http://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9nocide>)

⁴"Démocide est un terme créé par le spécialiste de la science politique R. J. Rummel pour disposer d'un concept plus large que la seule définition légale de génocide.

Pour Rummel, le génocide a trois sens différents. Le sens commun est le meurtre par le gouvernement d'une population en raison de son appartenance nationale, ethnique, raciale, ou religieuse. Le sens légal de génocide est celui du traité international de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Il inclut aussi les actes non fatals qui finissent par entraîner la mort du groupe, comme les avortements ou stérilisations forcés, ou qui transfère de force les enfants de cette population à une autre. Le sens plus général du génocide est identique au sens commun mais inclut aussi les assassinats politiques ou meurtres intentionnels par le gouvernement. C'est pour éviter la confusion entre ces trois significations que Rummel a créé le mot *démocide* désignant ce dernier sens.

Rummel définit explicitement le *démocide* comme "le meurtre d'une personne ou d'une population par un gouvernement, y compris le génocide, le politicide, et les exécutions de masse". Par exemple, le meurtre initié ou ordonné par un gouvernement pour des raisons politiques serait considéré comme un *démocide*. Le *démocide* peut aussi inclure les morts induites par "l'irrespect intentionnel, ou consciemment cruel et ignoble pour la vie humaine"; ce qui permet de prendre en compte de nombreuses morts dues à des abus divers et à des négligences volontaires, comme les famines organisées. Rummel exclut les batailles entre soldats explicitement. La peine capitale, les actions entreprises contre les civils armés lors des répressions d'émeutes ou de manifestations violentes, et les morts de non-combattants lors des attaques sur des cibles stratégiques militaires (dommage collatéral), ne rentrent pas dans sa définition du *démocide*.

Rummel ajoute: "J'utilise la définition civile du meurtre, qui dit que quelqu'un peut être coupable de meurtre s'il est responsable de la perte d'une vie à cause d'un irrespect conscient pour cette vie, comme lors de l'enfermement de gens dans des camps où ils meurent rapidement de malnutrition, de maladies non soignées, et d'épuisement dans des travaux forcés, ou par la déportation vers des terres désolées où ils risquent de mourir rapidement d'exposition aux intempéries et de maladie"" (<http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocide>)

⁵Dont l'avortement, quoi qu'on en dise (et qu'on soit pour ou contre - encore une fois, nous sommes de l'idée que la vie ne vaut d'être vécue que si on la vit bien, c'est-à-dire aimé par son entourage, non

hai et maltraité, dans une position socio-économique digne, et sans faiblesses physiques ou psychologiques qui nous empêche d'en profiter, mais nous pensons aussi que le choix de vie, quant à l'euthanasie, concrètement, est de l'individu seul, non de la société, toutefois, on le voit, ces deux positions renvoient encore à des sous-discours, idéologisés, qui posent, comme l'avortement, et les pour et contre, un problème plus vaste de droit à la vie de la part de la société sur l'individu, d'exigence de vie de la part de l'individu, et de normes de vie intégrée dans la société pour l'individu, donc de droit aussi à la différence ou pas, des limites de ce même droit, et des conséquences de la distinction entre des formes de vie, celle existante qui décide, et celle qui ne décide pas, en cela l'avortement est du point de vue de la sélection individuelle ce que l'eugénisme est du point de vue de la sélection collective -), est la conséquence, qu'il soit précisément thérapeutique, lié à une malformation connue du fœtus, ou à un danger pour la mère, ou hygiénique, pour raison d'âge, de ressources parentales ou de violation. C'est, dans la société classique, du monde entier, l'exposition infantile.

60"Rockefeller & Mass Murder

The Rockefeller Foundation is the prime sponsor of public relations for the United Nations' drastic depopulation program. Evidence in the possession of a growing number of researchers in America, England, and Germany demonstrates that the Foundation and its corporate, medical, and political associates organized the racial mass murder program of Nazi Germany.

These globalists, who function as a conduit for British Empire geopolitics, were not stopped after World War II. This United Nations alliance of the old Nazi right, with the new left, poses an even graver danger to the world today than it did in 1941. Oil monopolist John D. Rockefeller created the family-run Rockefeller Foundation in 1909. By 1929 he had placed \$300 million worth of the family's controlling interest in the Standard Oil Company of New Jersey (now called "Exxon") to the account of the Foundation.

The Foundation's money created the medical specialty known as Psychiatric Genetics. For the new experimental field, the Foundation reorganized medical teaching in Germany, creating and thenceforth continuously directing the "Kaiser Wilhelm Institute for Psychiatry" and the "Kaiser Wilhelm Institute for Anthropology, Eugenics and Human Heredity." The Rockefellers' chief executive of these institutions was the fascist Swiss psychiatrist Ernst Rudin, assisted by his proteges Otmar Verschuer and Franz J. Kallmann.

Eugenics & Racial Laws

In 1932, the British-led "Eugenics" movement designated the Rockefellers' Dr. Rudin as the president of the worldwide Eugenics Federation. The movement called for the killing or sterilization of people whose heredity made them a public burden. - The Racial Laws - A few months later, Hitler took over Germany and the Rockefeller-Rudin apparatus became a section of the Nazi state.

The regime appointed Rudin head of the Racial Hygiene Society. Rudin and his staff, as part of the Task Force of Heredity Experts chaired by SS chief Heinrich Himmler, drew up the sterilization law. Described as an American Model law, it was adopted in July 1933 and proudly printed in the September 1933 Engenical News (USA) with Hitler's signature. The Rockefeller group drew up other race laws, also based on existing Virginia statutes.

Otmar Verschuer and his assistant Josef Mengele together wrote reports for special courts which enforced Rudin's racial purity law against cohabitation of Aryans and non-Aryans. The "T4" unit of the Hitler Chancery, based on psychiatrists led by Rudin and his staff, cooperated in creating propaganda films to sell mercy killing (euthanasia) to German citizens. The public reacted antagonistically: Hitler had to withdraw a tear-jerker right-to-die film from the movie theaters.

The proper groundwork had not yet been laid. Under the Nazis, the German chemical company I.G. Farben and Rockefeller's Standard Oil of New Jersey were effectively a single firm, merged in hundreds of cartel arrangements. I.G. Farben was led, up until 1937, by the Warburg family, Rockefeller's partner in banking and in the design of Nazi German eugenics. Following the German invasion of Poland in 1939, Standard Oil pledged to keep the merger with I.G. Farben going even if the U.S. entered the war.

This was exposed in 1942 by Sen. Harry Truman's investigating committee, and President Roosevelt took hundreds of legal measures during the war to stop the Standard-I.G. Farben cartel from supplying the enemy war machine. In 1940-41, I.G. Farben built a gigantic factory at Auschwitz in Poland, to utilize the Standard Oil/I.G. Farben patents with concentration camp slave labor to make gasoline from coal.

The SS was assigned to guard the Jewish and other inmates and select for killing those who were unfit for I.G. Farben slave labor. Standard-Germany president Emil Helfferich testified after the war that Standard Oil funds helped pay for

SS guards at Auschwitz. In 1940, six months after the notorious Standard-I.G. meeting, European Rockefeller Foundation official Daniel O'Brian wrote to the Foundation's chief medical officer Alan Gregg that "it would be unfortunate if it was chosen to stop research which has no relation to war issues"--so the Foundation continued financing Nazi "psychiatric research" during the war.

In 1936, Rockefeller's Dr. Franz Kallmann interrupted his study of hereditary degeneracy and emigrated to America because he was half-Jewish. Kallmann went to New York and established the Medical Genetics Department of the New York State Psychiatric Institute. The Scottish Rite of Freemasonry published Kallman's study of over 1,000 cases of schizophrenia, which tried to prove its hereditary basis. In the book, Kallmann thanked his long-time boss and mentor, Ernst Rudin.

Kallmann's book, published in 1938 in the USA and Nazi Germany, was used by the T4 unit as a rationalization to begin in 1939 the murder of mental patients and various "defective" people, perhaps most of them children. Gas and lethal injections were used to kill 250,000 under this program, in which the staffs for a broader murder program were desensitized and trained." (Anton Chaitkin, "Rockefeller, Nazis, The UN, & Genocide", <http://educate-yourself.org/cn/genociderockefellernazis2apr03.shtml>)

⁷http://es.wikipedia.org/wiki/Eugenesia_en_Estados_Unidos

⁸http://en.wikipedia.org/wiki/The_Jukes_family

⁹http://fr.wikipedia.org/wiki/St%C3%A9rilisation_contrainte

¹⁰http://fr.wikipedia.org/wiki/Alan_Turing

¹¹<http://fr.wikipedia.org/wiki/Apartheid>

¹²http://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9gr%C3%A9gation_raciale_aux_%C3%89tats-Unis et http://fr.wikipedia.org/wiki/Lois_Jim_Crow

¹³http://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_des_droits_civiques_aux_%C3%89tats-Unis

¹⁴<http://fr.wikipedia.org/wiki/Maccarthysme>

¹⁵"Le débat intellectuel issu de la controverse de Valladolid a inspiré les *Nuevas Leyes de América*, compilation de plus de 6000 lois en neuf livres. Le souci sincère de Bartolomé de las Casas d'épargner les Indiens les a préservés (par rapport à l'Amérique du Nord anglo-saxonne, notamment) mais paradoxalement, il est à l'origine, non de la naissance mais de la généralisation, de la Traite des Noirs vers l'Amérique: empêchés d'employer les Indiens comme travailleurs forcés, les Espagnols cherchent des esclaves et nouent des contacts avec des négriers africains, portugais, génois, français... qui leur vendent sur plusieurs siècles des millions d'esclaves." (http://fr.wikipedia.org/wiki/Controverse_de_Valladolid)

¹⁶http://fr.wikipedia.org/wiki/Discours_inaugural_de_John_Fitzgerald_Kennedy

¹⁷Voir entre autres <http://aidocredur.blogspot.com/> et http://www.observatoire-justice.fr/pourquoi_erreurs_judiciaires.html

¹⁸Nous avons longuement critiqué cette position dans plusieurs travaux, notamment *Arturo Andrés Roig y el problema epistemológico*, 1997, et *Métalangage et discours de domination dans la culture et la politique postmodernes*, 2006. Mais laissons-le là pour notre propos. Notons cependant que c'est l'un des éléments qui, confirmant notre idée de la méchanceté générale de l'humanité, cause du génocide, par le biais aussi bien des dictatures molles (démocides des "démocraties occidentales", notamment contre les manifestants, l'exemple de Tiers étant le plus fameux, mais on pense aussi aux conséquences de la manifestation de travailleurs de Chicago et dans l'ensemble des États-Unis du "moving day" de 1886, dont la conséquence fut le "Black Friday", origine du 1er Mai) et des dictatures dures (génocide de masse), permit au Premier Monde de nier les discours émergents dans les années 1960 et jusqu'à aujourd'hui (selon l'opinion que l'on ne peut valoriser l'histoire depuis notre vision actuelle, par conséquent que l'esclavage ou les massacres d'indigènes américains furent, en leur temps, justifiés, ou explicable historiquement), comme le montre par exemple l'ouvrage de Todorov, *La Conquête de l'Amérique: La Question de l'autre*, 1982.

¹⁹Le cirque, qui, depuis l'antiquité, accompagne le pain, ne fonctionne pas parce que le dictateur l'offre, mais parce que la société l'aime. On sait que les gens s'arrêtent pour regarder les accidents, pour voir une exécution publique, et les programmes télévisés, remplis de chutes, de violence, d'horreur médicale, de parties du corps ouvertes, des journaux télévisés, jusqu'aux canards sanglants, en passant par les *reality shows* tels *Suared* ou d'opérations chirurgicales, esthétiques ou non, le prouvent, à leur tour, suffisamment, par leur répétition même.

²⁰Le cas de l'endoctrinement patriotique, produit des États pour justifier leur monopole sur des régions non originellement unifiées, on l'a dit, et cause des guerres aussi bien européennes (de 1870, 1914 et 1939 entre autres, avec le cas de l'Alsace Lorraine) que post-coloniales (par la division arbitraire par les anciens colonisateurs afin de maintenir une instabilité constante, comme dans le cas congolais, phénomène qui fut également utilisé lors de la Chute du Mur de Berlin, comme le prouve le cas serbo-croate), est en ce sens révélateur, car il procède, également, de l'endogamie des peuples (qui crée les ghettos volontaires, auvergnats à Paris, français aux États-Unis, chinois aux États-Unis ou en France), suffisamment démontrée par l'affection des intellectuels métisses pour la pureté de la race, de José Vasconcelos avec son ouvrage sur *La Raza Cósmica* (1925) au Mexique à Pablo Antonio Cuadra, son contemporain, déclaré chemise noire au Nicaragua.

²¹Claudia Koonz, *Les mères-patrie du III^e Reich*, les femmes et le nazisme, Paris, Lieu commun, 1989.

²²Clarisse Bader, *La femme française dans les temps modernes*, Paris, Didier et Cie, 1883, pp. 441-442; et Camille Granier, *La femme criminelle*, Paris, Doin, 1906, pp. 350-351.

²³Ce qui permet, par conséquent, à l'État (nous avons cité les cas actuels d'Assange et de Snowden), de considérer les citoyens comme perturbateurs de l'"ordre public" et de les poursuivre légalement, quand, en réalité, c'est lui qui s'excède et, comme les ordinateurs qui prennent le pouvoir sur l'humanité d'Asimov ou *Star Trek*, devient un hybride dégénéré, qui attaque ainsi ses maîtres: "COINTELPRO (1956 – 1971) (*Counter Intelligence Program*) est un programme de contre-espionnage du FBI sous la direction de John Edgar Hoover qui enquête sur et perturbe les organisations politiques dissidentes aux États-Unis.

Les cibles de COINTELPRO étaient les organisations qui comportaient des éléments politiquement radicaux, allant de groupes révolutionnaires (*Weathermen*, *Black Panther Party*, *Parti communiste des États-Unis d'Amérique*) aux activistes non-violents des droits civiques (*Southern Christian Leadership Conference*, les Amérindiens de l'*American Indian Movement*, *Leonard Peltier* et *Martin Luther King*), en passant par les groupes violents et racistes comme le *Ku Klux Klan* ou le *Parti nazi américain*.

Le document fondateur de COINTELPRO ordonne aux agents du FBI d'exposer, perturber, discréditer, ou sinon neutraliser les activités des mouvements dissidents et leurs chefs.

Révéler par la Commission citoyenne d'enquête sur le FBI, un groupe de gauche qui avait cambriolé des bâtiments du FBI pour récupérer des dossiers confidentiels, le programme COINTELPRO a été sévèrement critiqué par la Commission Church de 1975.

Selon l'historien Ward Churchill (en), 27 *Black Panthers* furent ainsi assassinés entre 1968 et 1976 ainsi que 69 membres de l'*American Indian Movement* (AIM)." (<http://fr.wikipedia.org/wiki/COINTELPRO>)

²⁴Notre ami le sociologue colombien Gabriel Restrepo rappelle l'identité de nature du conflit généré avec Colombie pour l'usage de la mer continentale, alors que son pays ne l'avait jamais utilisé, ce qu'il considère, très justement, comme un gain de l'usage césarien du pouvoir.

²⁵"Sa vision du pouvoir, c'est-à-dire un chef directement approuvé par la Nation, l'oppose aux partis communiste, socialiste, centristes pro-européens et d'extrême-droite, qui critiquent un style de gouvernance trop personnel, voire un "coup d'état permanent", selon la formule de François Mitterrand. Il est réélu en 1965 au suffrage universel direct. Il surmonte la crise de mai 68 après avoir semblé se retirer, convoquant des élections législatives qui envoient une écrasante majorité gaulliste à l'Assemblée nationale. Mais en 1969, il engage son mandat sur un référendum (sur la réforme du Sénat et la régionalisation) et démissionne après la victoire du "non". Il meurt un an plus tard à Colombey-les-Deux-Églises." (http://fr.wikipedia.org/wiki/Charles_de_Gaulle)